



La lettre

des élus communistes et apparentés
de Vénissieux - N° 73 - juillet 2023

Au service des Vénissiens.

Le compte administratif 2022 pourrait faire pâlir d'envie beaucoup de gestionnaires rigoureux avec plus de 20 millions d'euros de résultat. Ce résultat démontre l'efficacité de la gestion de madame le maire qui arrive à maintenir toutes les missions et services là où d'autres externalisent ou réduisent, tout en maintenant le taux d'imposition sans augmentation, là où tant d'autres cèdent à la facilité de la hausse en milieu de mandat.

À quoi sert un tel résultat ?

À financer des projets qui arrivent en phase travaux. Ce bon résultat financier est aussi ce qui permet à la ville de décider de dépenses nouvelles comme l'aide aux associations pour faire face à l'inflation.

À l'opposé de notre bilan responsable, les gouvernements libéraux creusent la dette de l'État pour ensuite réduire les dépenses publiques utiles.

Comme le disait Marx, seuls les prolétaires sont capables de gérer l'état avec rigueur, car ils sont les seuls qui n'ont aucun intérêt à la gabegie.

Pierre-Alain MILLET - Adjoint au Maire



plus de
100
personnes
rassemblées ce 3
juillet à la mairie
suite aux violences
urbaines partout en France. Une
mobilisation civiques d'élus, agents
municipaux et citoyens.



BUDGET 2023

Nos finances sont saines, nos capacités d'autofinancement supérieures à 15 millions d'euros, et notre dette par habitant est trois fois moins élevée que la moyenne des villes de la même strate. Nos efforts payent. Il ne s'agit pas de capitaliser nos ressources financières, mais de les redistribuer pour répondre aux urgences sociales, relever les défis qui nous attendent et penser la ville de demain grâce à nos investissements.

C'est notre bonne santé financière qui nous permet de répondre aux impondérables et aux crises. La ville a su dégager un budget d'urgence de 4 millions d'euros pendant la crise sanitaire.

Après l'incendie du Centre Nautique Intercommunal et sans marges de manœuvre, nous n'aurions pas pu le reconstruire aussi rapidement, avec la même ambition de haute qualité.

Depuis 2014, plus de 120 millions d'euros de dépenses d'équipement ont été réalisées. C'est un gage pour l'essor de notre ville et son attractivité.

Crises économique, sanitaire, hyperinflation, les habitants des villes populaires souffrent. Jouer notre rôle d'amortisseur social est une priorité absolue. Notre choix a été de limiter la hausse de nos tarifs à 2% alors que l'inflation a atteint plus de 5% ! Aucune augmentation de notre fiscalité locale depuis 2016. Après l'enveloppe de subventions exceptionnelles lors de la crise covid, nous accompagnons le milieu associatif avec la création d'un fonds financier de soutien à hauteur de 300 000€.

Les communes forment un bouclier social solide mais elles ne pourront pas tenir à bout de bras toutes les urgences sociales sans le recours au droit commun et la présence de l'État.

Je m'associe aux maires des villes populaires pour demander au gouvernement un plan d'urgence, avec un dispositif pérenne de lutte contre la précarité alimentaire, le gel des prix de l'énergie pour les bailleurs sociaux, et un abondement de deux milliards d'euros pour l'Anru. Nous exigeons que les droits élémentaires (éducation, santé, culture, sport, sécurité, emploi), soient une réalité pour tous, et que le droit commun soit rétabli dans les quartiers populaires.

Michèle PICARD - Maire

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Le GIEC nous alerte, on ne peut pas continuer à détruire notre planète et notre environnement. Et pourtant, les pays de l'OTAN accordent la priorité à l'armement et à la guerre. La France vient de voter 413 milliards d'euros en 5 ans pour les armées et seulement 33 milliards à son budget vert.

Les changements nécessaires dépendent d'abord des plus gros pollueurs, et de la volonté des politiques publiques à décider d'investissements pour la décarbonation. Mais il faut aussi interroger nos actions, nos comportements à tous les niveaux : individuels, de quartier, à l'échelle de la ville et de la métropole. Individuellement nous n'avons pas le pouvoir de renverser la vapeur mais comme le dit Marshall McLuhan "il n'y a pas de passagers sur le vaisseau Terre. Nous sommes tous des membres de l'équipage".

Vénissieux s'est engagée depuis de nombreuses années pour l'écologie dans une démarche citoyenne pour un développement humain durable.

Nous agissons depuis très longtemps comme pour le passage au zéro phyto des espaces verts dès les années 90, le développement des transports en commun, le déploiement des composteurs publics, l'installation de points de fraîcheur, le verger public du couloud, ou l'action engagée pour des quartiers fertiles.

Pour toutes ces actions, Vénissieux a obtenu le label Citergies qui récompense les collectivités vertueuses dans le champ de l'écologie. La Ville renouvelle sa demande de labellisation qui s'appelle désormais "Territoire Engagé Transition Ecologique climat Air Energie". Nous poursuivons nos efforts pour une ville solidaire, citoyenne, humaine et durable, avec un nouveau plan d'action qui deviendra l'agenda 2030, et nous appelons les Vénissiens à participer à l'élaboration de cet agenda, avec les conseils de quartier et le conseil citoyen du développement humain durable.

Christelle Charrel - *Conseillère municipale*



ÉCLAIRAGE PUBLIC

Nous voulons accélérer le rythme de nos économies de consommation avec le passage en LED de l'ensemble des 10 000 points lumineux de la ville.

Les ampoules LED ont une très longue durée de vie pouvant aller jusqu'à 30 000 heures, contre 1 000 heures pour l'éclairage classique. Elles consomment 6 fois moins que les halogènes, et peuvent être couplées à des systèmes d'éclairage intelligents (détecteur de présence, éclairage autonome). C'est un effort d'investissement mais une belle perspective d'économie de fonctionnement pour la ville.

Nous ne pouvons pas aborder ce sujet sans parler de l'Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique (ARENH), instauré par la loi.

EDF a l'obligation de revendre une partie de sa production aux vendeurs concurrents à un prix de 42€ le MWH. Ces derniers sont ainsi supposés faire baisser leurs tarifs qui peuvent être 5 ou 6 fois plus élevés. L'électricité qu'ils n'auront pas vendue doit être racheté par EDF au prix du marché ! Un scandale !

Une plainte a été déposée par une association de consommateurs. Certains fournisseurs auraient triché et obtenu un volume supplémentaire d'électricité à bas prix, revendu ensuite à prix fort au lieu de faire baisser le prix pour leurs clients.

Ce petit tour de passe-passe est responsable d'une augmentation de 16% du tarif réglementé en 2023.

L'ARENH n'avait pas été votée par la gauche, mais bien mise en œuvre par le gouvernement de François Hollande. Il est dénoncé depuis l'origine par les organisations syndicales, la direction d'EDF et bien sûr les communistes.

Pendant que des profiteurs profitent, le gouvernement mobilise de l'argent public pour protéger, bien partiellement, les usagers avec la prolongation du bouclier tarifaire.

Depuis 20 ans, les prix augmentent parce que tous les gouvernements ont organisé la marchandisation et la privatisation de l'énergie. Au contraire, pour les communistes, elle est un bien commun, un besoin fondamental, de moins en moins accessible. Il faut sortir l'énergie du marché, et reprendre la maîtrise publique du secteur en créant un Service Public de l'Énergie organisé en fonction des besoins des usagers et non d'intérêts financiers.

Une première étape serait de redonner la possibilité aux collectivités locales de bénéficier du tarif régulé, comme le demande la pétition lancée par la ville de Vénissieux il y a quelques mois.

Aurélien SCANDOLARA - *Adjoint au maire*

» CRISE ÉNERGÉTIQUE : FONDS DE SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS

La ville de Vénissieux a créé un fonds de soutien aux associations de 300 000€ pour faire face à la crise énergétique et à l'inflation.

Accompagner nos associations, c'est aussi soutenir nos habitants à travers elles. Une solidarité que nous développons dans le domaine social ou encore pour l'accès au sport et à la culture

Pour déposer une demande d'aide :

<https://venissieux.fr/blog/actualites/plan-soutien-associations/>

Saliha PRUDHOMME-LATOURE - Adjointe au Maire

CENTRE SOCIAL ROGER VAILLANT ET CRÈCHE GRAINE D'EUGÉNIE

Nous soutenons les centres sociaux et leur démarche d'éducation populaire.

La réhabilitation et l'extension du centre social Roger Vaillant permettra aux centres sociaux des Minguettes de développer leur action en direction des habitants.

C'est un lieu connu et reconnu des familles où chacun selon son âge et ses aspirations peut trouver des activités et un engagement.

J'en profite pour remercier le personnel et les bénévoles qui œuvrent chaque jour pour faire participer les habitants à l'amélioration de leurs conditions de vie, au développement de l'éducation, de l'expression culturelle, au renforcement des solidarités, à la prévention et à la réduction des exclusions.

L'extension de la crèche Graine d'Eugénie offrira 17 berceaux supplémentaires aux familles. C'est un engagement de notre plan de mandat pour répondre aux besoins des Vénissiens.

Nous attendons du gouvernement la création d'un Service Public de la Petite Enfance mais la 1ère ministre ne parle plus que d'une garantie d'accueil du jeune enfant avec l'ouverture de 200 000 places d'accueil. On n'en connaît pas encore les contours de financement entre la CAF, l'État ou les collectivités locales. Dans le projet du gouvernement, le secteur privé lucratif est favorisé par l'installation de micro-crèches.

Nous demandons une réelle prise en compte des revendications des personnels en améliorant leur formation, leur qualification et leur rémunération et en orientant les financements publics en direction du secteur non marchand.

Véronique FORESTIER - Adjointe au Maire

ESPLANADE FRIDA KAHLO

Dans les manuels scolaires, comme dans l'espace public, il y a un réel déficit de la présence des femmes, comme si le récit national et la géographie des lieux appartenaient majoritairement aux hommes. C'est cette relégation à l'arrière-plan que notre Ville veut combler.

Femmes politiques, résistantes, scientifiques ou artistes, toutes celles qui ont œuvré pour le bien collectif, pour l'égalité des droits, la démocratie, la liberté et les valeurs progressistes, méritent au même titre que les hommes d'occuper nos espaces, rues, équipements, de les habiter, de les personnaliser. Flora Tristan, Simone Veil, Anne Sylvestre, Lucie Aubrac, Lise London, pour ne citer que les dernières en date, appartiennent désormais à la mémoire collective vénissienne.



L'esplanade avenue Jean Cagne va désormais porter le nom de Frida Kahlo. L'artiste mérite que l'on dépasse l'image commerciale qui lui a été associée pour explorer en profondeur son œuvre. Dans ses autoportraits, la force de son regard frappe les esprits : elle cache une blessure et la surmonte. Victime d'une poliomyélite puis

d'un accident d'autobus, ses nombreuses blessures sont irréversibles : Frida Kahlo ne pourra pas avoir d'enfants. Elle fait de cette cicatrice le moteur de son expression artistique : la représentation du corps féminin dans son impossibilité à l'enfantement, le corps comme un empêchement.

Engagée au Parti Communiste Mexicain, Frida Kahlo défie l'ordre patriarcal en affichant son indépendance et sa bisexualité. Elle œuvre pour l'émancipation des femmes dans la société mexicaine, refuse les parcours tout tracés sous l'œil inquisiteur des hommes, se démarque pour aspirer à une vraie liberté, détachée des normes et codes collectifs.

Michèle PICARD - Maire

» MOUSTIQUE TIGRE

Un plan de surveillance et de lutte contre le moustique tigre est en vigueur sur la commune de Vénissieux avec notamment une aide financière aux particuliers pour l'achat de pièges. Pour déposer votre demande :

<https://venissieux.fr/blog/actualites/lutte-contre-moustique-tigre/>

Jean-Maurice GAUTIN - Adjoint au Maire

SOUTIEN AUX MISSIONS LOCALES

L'insertion professionnelle des personnes en difficulté est un axe de notre politique sociale.

En tant qu'adjoint à la jeunesse et président de la mission locale, je veux rappeler la volonté partagée par la commune et la mission locale, d'un accompagnement global des jeunes.

La finalité de notre action est l'accès à l'emploi et à l'autonomie. Mais pour atteindre cet objectif il faut aussi traiter la santé, la mobilité, le logement, l'accès à la culture et à la citoyenneté.

Apporter des réponses globales à des attentes multiples, c'est l'ADN de la mission locale depuis 1982.

Il est important de le rappeler dans le contexte de la mise en œuvre d'une instance unique " France travail" regroupant Pôle emploi, les missions locales et Cap emploi.

France travail est une nébuleuse mêlant public, associatif et privé. L'intégration des agences d'intérim, qui sont des outils de la précarité, pose question. Derrière l'objectif de créer des partenariats et du «plein-emploi», nous voyons comment le gouvernement s'attaque aux précaires plutôt qu'à la précarité.

Après le décret de l'assurance chômage, qui réduit les droits à l'assurance chômage de 25 %, tout est pensé pour mettre la pression sur les travailleuses et les travailleurs en recherche d'emploi. C'est la casse du modèle social au nom de la rentabilité économique.

Le président de la République et son gouvernement ont globalement décidé de s'attaquer au monde du travail : assurance chômage, retraites, lycées professionnels, expérimentation RSA qui conditionne le versement de l'allocation à une vingtaine d'heures d'activités, etc...

Ces réformes sont de véritables cadeaux aux entreprises. France Travail ne fait pas exception et vous promet de travailler plus tôt, plus longtemps et à n'importe quel prix!

Dans ce contexte nous soutenons les missions locales dans leurs propositions pour aller encore plus loin dans la réponse aux besoins des jeunes, des entreprises et des territoires.

Nacer KHAMLA - Adjoint au Maire

» Avec création de France Travail, le gouvernement tient un double discours : d'un côté pour les médias les thèmes classiques de la droite demandant de mettre les chômeurs au boulot, de l'autre un projet de loi qui met l'accent sur l'insertion et reste ambigu sur les conditionnalités imposées aux bénéficiaires du RSA.

Ce double discours traduit l'absence d'ambition réelle sur l'emploi, c'est à dire sur les conditions de travail, les rémunérations, les effectifs, les formations... tout ce qui répond aux difficultés répandues de recrutement. Car le gouvernement affirmant qu'il y a des emplois à prendre et donc que ce sont les chômeurs qui sont fautifs n'a rien à dire sur les causes de ces difficultés de recrutement. Le président avait donné sa version simpliste du sujet, il suffirait de traverser la rue !

L'État doit renforcer les démarches d'accompagnement vers l'emploi. Il doit le faire d'abord en renforçant le réseau de tous les acteurs, ensuite à rendre le travail attractif, avec la hausse des salaires, la réduction du temps de travail, et la garantie de conditions de travail permettant l'épanouissement des salariés. Il faut un renversement complet de la politique d'emploi et de travail !

Pierre-Alain Millet - Adjoint au Maire



ECHOS

» SOUTIEN AUX MISSIONS LOCALES : HYPOCRISIE DE LA DROITE VÉNISSIANE

Quand le groupe de Christophe Girard défend les propositions du réseau des Missions Locales relatives à France Travail, l'adjoint au maire en charge de la formation et insertion a de quoi se fâcher. Il rappelle que Laurent Wauquiez, leader politique des Républicains et président de Région Auvergne Rhône Alpes a laminé la formation en maintenant un budget de seulement 3,5% du budget global. Ce choix politique place la Région Auvergne Rhône Alpes en avant-dernière position des régions de France sur le champ de la formation. Toutes les missions locales du territoire condamnent ce désengagement de la région. C'est une pure hypocrisie de la droite vénissiane, amie politique de Laurent Wauquiez, de présenter un voeu de soutien aux missions locales.